



## CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME DE L'ONUSIDA

UNAIDS/PCB (35)/14.18  
Date de publication : 4 décembre 2014

### TRENTE-CINQUIÈME RÉUNION

**Date** : du 9 au 11 décembre 2014

**Lieu** : Salle du Conseil exécutif, OMS, Genève

---

**Point 1.3 de l'ordre du jour**

**Grandes lignes du rapport du Directeur exécutif**

---

## GRANDES LIGNES DU RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF PRÉSENTÉ AU 35<sup>e</sup> CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

### ATTEINDRE UN NIVEAU DE DETAILS PLUS PRECIS : ACCÉLÉRER LA RIPOSTE AU VIH ET METTRE FIN À L'ÉPIDÉMIE DE SIDA

#### I. NOUS VIVONS UN MOMENT DECISIF DANS LA RIPOSTE AU SIDA

- Nous venons de publier deux rapports phares sur le thème d'une riposte accélérée au VIH à l'échelle mondiale, d'une part, et dans les villes, d'autre part.
- Ces deux rapports montrent comment nous avons réussi à infléchir la trajectoire de l'épidémie.
  - Dans les 21 pays d'Afrique les plus touchés, le nombre annuel des nouvelles infections par le VIH a baissé respectivement de 38% et 58% dans la population générale et chez les enfants depuis 2001, passant pour ces derniers et pour la première fois en dessous de la barre des 200 000.
  - Le nombre de personnes bénéficiant d'un traitement vital contre le VIH atteint des chiffres record. Sur les 35 millions de personnes qui vivent avec le virus dans le monde, 13,6 millions sont sous traitement.
  - Nous faisons d'importants progrès en matière de réduction des risques.
    - Au Vietnam, des traitements de substitution à la méthadone sont fournis par les pouvoirs publics, ce qui place ce pays à la pointe dans ce domaine.
    - Des exemples de réussites seront présentés dans le cadre de notre segment thématique.
- Avec le partage des responsabilités, nous sommes en train de changer le paradigme du développement.
  - Au Botswana, en Namibie, en Mauritanie, à Maurice et en Afrique du Sud, le budget affecté à la lutte contre le sida est désormais financé à plus de 70% par des ressources nationales.
    - Nous observons que plus est des retours sur investissements.
  - Aujourd'hui, avec le Fonds mondial, le PEPFAR, d'autres partenaires et les pays, nous sommes en mesure de tirer davantage parti de la révolution des données, ce qui nous permet d'adopter des approches axées sur des lieux ou des populations spécifiques, pour investir là où les besoins sont les plus importants, et de suivre en temps réel les effets des mesures mises en œuvre.
  - Ceci a un impact direct sur les investissements :
    - En 2014, 45 pays ont soumis au Fonds mondial des notes conceptuelles pour le VIH ou des notes communes pour le VIH et la tuberculose pendant les quatre créneaux d'examen prévus cette année. Ces notes conceptuelles

correspondent à un montant total supérieur à 5 milliards de dollars. L'ONUSIDA a fourni une aide à tous ces pays.

- L'initiative PEPFAR3, annoncée à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le sida, va nous permettre de passer au niveau supérieur.
- Les deux rapports montrent également que nous n'avons plus que cinq ans devant nous pour briser l'épidémie de sida. Si nous ne le faisons pas, nous courons le risque d'assister à un retour en force de l'épidémie. Ces cinq années seront donc déterminantes pour les quinze suivantes.

## II. C'EST POURQUOI L'ONUSIDA APPELLE À LA RÉALISATION D'OBJECTIFS ACCELERES

- Le *Gap Report* (rapport sur les écarts) nous a rappelé que des gens étaient laissés pour compte et nous a montré qui ils étaient. Quant au rapport sur une riposte accélérée au VIH, il nous a montré comment atteindre ces personnes pour mettre fin à l'épidémie de sida. Pendant cette période de cinq ans, il nous faudra donc redoubler d'efforts pour toucher tout le monde et combler les lacunes constatées dans la prestation des services de prévention et de traitement du VIH. Il s'agit de nouvelles preuves indiscutables que nous ne pouvons pas ignorer.
- Des pays, des villes et des communautés sont en train d'adopter cet objectif ambitieux des trois 90.
  - Des objectifs annoncés à Melbourne : d'ici 2020, 90% des personnes vivant avec le VIH connaîtront leur statut sérologique ; 90% des personnes dont l'infection à VIH a été diagnostiquée bénéficieront d'un traitement ; 90% des personnes sous traitement parviendront à une charge virale indétectable.
  - Si nous atteignons ces objectifs, et si nous veillons à mettre en place des mesures de prévention combinée, nous serons sur la bonne voie pour mettre fin à l'épidémie de sida.
  - Cela permettra d'éviter environ 28 millions de nouvelles infections et 21 millions de décès d'ici 2030.
- Le défi consiste maintenant à formuler une stratégie mondiale décrivant les moyens pour y parvenir.
  - Nous devons mobiliser un engagement politique, identifier des approches programmatiques capables d'accélérer notre action, et concentrer nos efforts et nos ressources à l'échelle mondiale sur les mesures qu'il convient de prendre.
- Nous devons agir maintenant : nous ne disposons en effet que de cinq ans pour atteindre ces objectifs accélérés. Chaque année perdue nous éloigne toujours plus notre objectif final, à savoir, mettre fin à l'épidémie de sida.
- Pour toutes ces raisons, je ne crois pas que nous puissions nous permettre d'attendre encore deux ans pour nous atteler sérieusement à cette tâche. Si nous attendons, nous perdrons l'occasion :

- d'aligner notre action sur l'initiative PEPFAR3 ;
  - et de contribuer au plan technique à la reconstitution des ressources du Fonds mondial ainsi qu'au processus d'élaboration de sa stratégie.
  - Nous risquons également d'être dans l'incertitude après l'adoption des Objectifs de développement durable.
- 
- Ces différents points ont été au centre des débats tenus lors de la récente réunion du Comité des Organismes coparrainants (COC). Les directeurs de ces institutions ont convenu à cette occasion de la nécessité pour l'ONUSIDA de disposer d'une stratégie solide afin d'accélérer la riposte au VIH.
  - À cette réunion, j'ai décidé de défendre devant le CCP la nécessité d'élaborer une stratégie basée sur le développement d'une dynamique politique et l'accélération des investissements pour nous aider à traverser cette période critique, une stratégie alignée sur les cycles de planification d'autres fonds et programmes, conformément aux préconisations de l'examen quadriennal complet (2016-2021).
  - Lors du dialogue sur le financement, les divers participants nous ont demandé de continuer à faire preuve d'audace. Ils ont mis en avant les effets de notre action dans les pays par le passé et nous ont demandé de maintenir le même niveau d'ambition.
  - Je pense qu'ils ont raison : une stratégie audacieuse est désormais nécessaire pour que nous puissions atteindre nos nouveaux objectifs.

### III. NOUS POUVONS METTRE FIN A L'EPIDEMIE DE SIDA D'ICI 2030

- Nous savons que les traitements antirétroviraux sauvent des vies, mais nous savons aussi qu'ils permettent d'éviter la transmission du VIH. Avec d'autres méthodes de prévention efficaces mises en œuvre à grande échelle – utilisation de préservatifs, circoncision masculine, prévention de la transmission mère-enfant du VIH –, nous avons à notre disposition tous les outils nécessaires pour mettre fin à l'épidémie en tant que menace pour la santé publique. Il s'agit de faire en sorte que tout le monde puisse y avoir accès.
- Un de nos plus grands défis consiste à garantir la sécurité de quiconque se présentant dans un service de traitement ou de prévention. La peur incite les gens à se cacher. D'où notre message, « combler l'écart », choisi cette année pour la Journée mondiale de lutte contre le sida.
- Les jeunes m'amènent à croire que cela est possible : je vois une génération déterminée à dénoncer et faire cesser l'hypocrisie qui entoure les inégalités d'accès aux soins ainsi que les droits et la santé en matière de sexualité et de procréation.
  - ACT! 2015 est plus qu'une stratégie de sensibilisation au sida : il s'agit de donner aux jeunes les moyens de revendiquer une place dans les débats qui les concernent. L'initiative « All In » a pour but de mettre fin à l'épidémie chez les adolescents.

#### **IV. ÉBOLA EST UN SIGNAL D'ALARME QUI NOUS MONTRE CE QU'IL FAUT CHANGER DANS LES DOMAINES DE LA SANTE ET DU SIDA**

- Nous vivons dans un monde interdépendant. Ce qui a fonctionné il y a 20 ou 30 ans ne suffit plus.
- Il est frappant de voir l'Assemblée générale des Nations Unies se débattre avec un nombre de crises mondiales sans précédent, dont chacune affecte ou est affectée par notre travail visant à mettre fin à l'épidémie de sida.
- Ébola est un signal pour l'Afrique qui doit mettre en place des systèmes d'alerte précoce et accroître sa capacité à accélérer l'accès aux médicaments, en partenariat avec le reste du monde.
- La riposte au sida nous a permis de comprendre ce qui se passe aujourd'hui avec l'épidémie de fièvre Ébola.
  - Nous savons qu'il faut d'abord faire cesser la panique. Nous l'avons constaté dans tous les pays où la désinformation et les rumeurs alimentent cette panique.
  - Nous pouvons tous faire notre part du travail en prenant des mesures éclairées par des données scientifiques et fondées sur les droits de l'homme.
  - Nous savons que la riposte au sida a permis de renforcer les systèmes de santé et de démocratiser la prestation de service et la santé en donnant aux communautés des moyens d'action et d'expression.
- Mais nous ne vaincrons jamais ni le virus Ébola, ni le VIH, sans repenser sérieusement nos modes de prestation de services. L'épidémie d'Ébola a jeté une lumière crue sur de nombreuses faiblesses de nos systèmes ainsi que sur l'interdépendance des problèmes de santé et de sécurité, et notamment sur les points suivants :
  - La sécurité va de pair avec l'égalité des chances, le partage du progrès économique et la place centrale accordée aux individus. Il ne peut pas y avoir de sécurité sans stabilité.
  - Il est nécessaire de renforcer les ressources humaines pour la santé, de mobiliser la société civile et les organisations confessionnelles, d'établir des liens avec les communautés et de renforcer les systèmes communautaires fragiles, si nous voulons faire parvenir l'information et les services aux personnes qui en ont besoin.
  - Les conflits peuvent laisser les divers systèmes dans un état désastreux, avec les conséquences que cela implique pour mettre au point une riposte efficace.
  - Il est nécessaire d'encourager l'innovation, notamment pour assurer la sécurité des produits de santé. Sans cela, il sera impossible de faire parvenir des médicaments aux milliards de personnes qui en auront besoin à l'avenir et d'atteindre l'objectif 90-90-90.
  - Nous devons entrer dans une nouvelle ère dans laquelle la prestation de services intégrée sera la norme – où les personnes co-infectées par le VIH et la tuberculose ne seront plus laissées pour compte.
- L'ONUSIDA est totalement solidaire de tous ceux qui travaillent à endiguer la propagation du virus Ébola et qui prennent soin des personnes touchées par le virus.

## V. NOUS N'ATTEINDRONS JAMAIS L'OBJECTIF 90-90-90 SANS S'ATTAQUER AUX FACTEURS DETERMINANTS D'UNE SANTE PRECAIRE ET DE LA PAUVRETE

- Nous devons concilier le débat normatif sur les droits de l'homme avec des mesures concrètes visant à s'assurer que personne n'est laissé pour compte.
  - La stigmatisation et la discrimination n'ont pas leur place au 21<sup>e</sup> siècle.
    - Le *Gap Report* (rapport sur les écarts) qu'aujourd'hui encore, des personnes sont laissées pour compte dans toutes les villes de tous les pays, une situation qui est souvent la conséquence de la stigmatisation et de la discrimination dont elles sont l'objet.
    - La visite des membres du CCP en Indonésie a permis de constater les progrès accomplis et les défis qui restent à relever pour offrir des services aux populations clés.
- Le financement insuffisant de la riposte au sida continue de retarder les progrès.
  - Selon certains modèles, 87% des PVVIH habiteront dans des pays à revenu intermédiaire dans moins de 10 ans. Les implications sont considérables. Il faudra :
    - Régler le problème du montant et de l'origine des financements dans un monde post-APD.
    - S'appuyer sur la société civile, notamment en investissant davantage dans ces organisations. Elles sont nos principales alliées sur les questions liées à la pérennisation de la riposte au sida et, plus largement, à la santé mondiale.
    - Encourager les pays à élaborer des plans de viabilité financière, pour passer d'un développement imposé de l'extérieur à un partage des responsabilités, tout en reconnaissant l'importance de la solidarité mondiale.
    - S'assurer que les investissements – du Fonds mondial, du PEPFAR, d'autres partenaires et des pays eux-mêmes – ont un impact maximal dans les pays.
  - Nous devons continuer à sortir le sida de son isolement, tant sur le plan du financement que sur le plan politique.
    - Les investissements dans la riposte au sida sont un investissement dans la santé, les droits de l'homme et la justice sociale.
    - Protection sociale et mise en commun des financements : de solides arguments justifient une fusion progressive des fonds.
    - La participation communautaire est essentielle, notamment avec la délégation aux communautés de la prestation de services.
  - Notre dialogue sur le financement (suite à une décision du CCP et à l'examen quadriennal complet) a été l'occasion d'aborder la question des ressources consacrées à la riposte au VIH et à l'ONUSIDA. Les participants ont :
    - Apprécié les améliorations constatées en matière de transparence et de communication autour des résultats et d'obligation de rendre des comptes concernant les ressources.

- Souligné le rôle de l'ONUSIDA, particulièrement en matière de leadership politique, de plaidoyer et de communication, pour obtenir des résultats et faire avancer le programme de lutte contre le sida.
- Insisté sur la nécessité de maintenir une dynamique et de mettre en place des partenariats solides pour accélérer la riposte au sida, notamment en réglant le problème du financement insuffisant des organisations de la société civile.
- Mis l'accent sur fait que la pérennité et la prévisibilité des financements – de l'UBRAF notamment – étaient indispensables pour obtenir des résultats.

## VI. SE PREPARER POUR LE MONDE DE L'APRES-2015

- Il faut continuer à réfléchir ensemble à la façon dont l'ONUSIDA, mais aussi le système des Nations Unies dans sa globalité, peuvent s'adapter au contexte de l'après-2015.
- Nous avons en discuté au Conseil des chefs de secrétariat.
  - Un système des Nations Unies apte à atteindre les objectifs du programme de développement pour l'après-2015 est un système capable de relever les défis du 21<sup>e</sup> siècle avec efficacité. Ces défis divers et complexes exigent une participation coordonnée et efficace des pouvoirs publics, de la société civile et du secteur privé. L'ONU est idéalement placée pour rassembler ces acteurs.
  - En tant qu'unique programme coparrainé, l'ONUSIDA doit continuer à faire ce qu'il fait le mieux, à savoir, réunir les différents acteurs concernés, organiser des débats difficiles, mener un plaidoyer politique en faveur des plus marginalisés et porter une attention particulière aux résultats.
  - Toutefois, il doit aussi se remettre en question pour s'adapter à des contextes changeants et évoluer en conséquence. Cela nécessite une analyse critique, une certaine flexibilité, de l'innovation et une ouverture au changement.
  - Nous sommes déterminés à continuer d'œuvrer pour des transformations sociales en nous appuyant sur la riposte au VIH. Cela comprend :
    - un partage des responsabilités pour financer de manière durable et inclusive des mesures visant à s'attaquer à des vulnérabilités au sens large ;
    - la promotion de « l'approche d'investissement stratégique » ;
    - un travail axé sur des domaines, des populations et des actions prioritaires, capable de produire le plus grand impact possible au meilleur coût en utilisant les ressources de manière optimale, et susceptible d'avoir des effets multiplicateurs.
- L'ONUSIDA a lancé un débat autour de l'architecture mondiale de la santé dans le monde de l'après-2015.
- Il est important, dans un contexte déjà chargé, de réaffirmer l'engagement du Conseil à mettre fin à l'épidémie de sida après 2015 et de maintenir la mobilisation afin de s'assurer que cet objectif figurera dans la version définitive du programme de développement pour l'après-2015. Nous devons réaffirmer notre engagement à mettre fin à l'épidémie :
  - En établissant des liens entre les différents mouvements afin qu'ensemble, nous puissions en finir avec le sida, la tuberculose et le paludisme à l'horizon 2030 – en tirant

parti des investissements réalisés dans les réseaux de lutte contre le sida pour aller plus loin dans la transformation sociale ;

- En redoublant d'efforts pour réduire les inégalités, défier la stigmatisation et la discrimination, et garantir les droits humains de tous, une tâche aussi importante en elle-même que la fin de l'épidémie de sida ;
- En travaillant en étroite collaboration dans cette dernière ligne droite afin que soit adopté un programme de développement pour l'après-2015 inclusif et source de transformations, un programme capable de renforcer la dignité humaine et l'égalité entre les sexes, et de proposer un avenir aux jeunes. Je compte sur votre engagement constant, qui s'inscrira dans un mouvement mondial tendu vers la réalisation de cet objectif.

[Fin du document]